

Le projet de loi de finances 2024 adopté

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 6037 - Mercredi 6 décembre 2023 - Prix : 10 DA

Plus de 80 % des habitants sont déplacés
**Risque d'un
 «tsunami humanitaire»
 à Ghaza**

Page 2



Mohamed Djoudj, président de la Fédération algérienne de viet vo dao au «Jour d'Algérie»

«Fier de cette deuxième place aux Championnats du monde»

Page 15

Cap sur Rafah

Par Mohamed Habili

Demain 7 décembre, cela fera deux mois que la guerre ravage quotidiennement Ghaza. Mais ce n'est que ces dernières heures que les opérations terrestres israéliennes se sont pleinement étendues au sud. Jusque-là celui-ci a surtout été bombardé, encore que ce soit avec une intensité n'ayant rien à envier à celle avec laquelle le nord l'a été sans interruption depuis deux mois. Des centaines de milliers de Ghazaouis du nord, certaines sources parlent d'un million, qui avaient cherché refuge au sud, à Khan Younes principalement, sont maintenant sommés par l'armée israélienne de se transporter plus au sud, à Rafah tout près de la frontière égyptienne pour être tout à fait précis. De sorte qu'il ne restera après cela qu'à écraser Rafah de bombes pour forcer la moitié de la population de Ghaza à marcher sur le Sinaï en quête de survie. Soyons certains que tel est le véritable calcul d'Israël, du reste manifeste pour beaucoup depuis le début, mais qu'il s'agit pour lui maintenant de traduire dans la réalité, c'est-à-dire d'imposer à l'Egypte. Lorsqu'Israël promettait aux Etats-Unis de tuer moins de civils palestiniens durant cette deuxième phase de la guerre, c'est probablement à ce coup de force qu'il pensait.

Suite en page 3

Conférence africaine des start-up

Le Président Tebboune s'engage à mobiliser tous les moyens pour accompagner les start-up



Ph/D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, outre d'avoir appelé à accorder la priorité au secteur des start-up dans le développement économique national, a également incité à promouvoir la créativité et l'innovation en Afrique pour accroître la productivité et la croissance économique, ce qui permettra de renforcer l'indépendance de la décision politique et économique. C'était hier, à l'occasion de l'ouverture de la 2^e édition de la Conférence africaine des start-up qui s'est tenue au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal-Alger. Page 3

«Littérature des mémoires en Algérie»

Un genre littéraire qui mérite plus de valorisation

Page 7

Pour un hiver chaud et sans danger au niveau des écoles

Belabed annonce le lancement d'un système numérique de signalement de l'état du chauffage

Page 3

APN

Le projet de loi de finances 2024 adopté

■ Le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 a été adopté, hier, à la majorité, à l'Assemblée populaire nationale. Elle prévoit des dépenses de plus de 15 275 milliards de DA, dont 18 % destinés à l'investissement public.

Par Massi Salami

Ce nouveau texte de loi a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du cadrage budgétaire à moyen terme (2024-2026), et prévoit des recettes de 9 105,3 milliards de DA, dont 3 512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière.

Pour les dépenses en 2024, elles s'élèveront à 15 292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 15 275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement. Le budget de l'Etat pour l'année 2024 est réparti, selon la nature des dépenses, sur les dépenses dédiées aux personnels, de l'ordre de 5 155,67 milliards de DA, dépenses de gestion des services 632,87 milliards de DA, dépenses d'investissement estimées à 2 894,58 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 2 809,36 milliards de DA de crédits de paiement. Concernant le nouveau programme d'investissement public, l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2024 dédiée aux nouvelles opérations est estimée à 2 405,33 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 1 356,57 milliards de DA de crédits de paiement. Par ailleurs, les affectations prévues pour l'année 2024 à la réévaluation des opérations en cours de réalisation ont atteint 489,25 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 396,82 milliards de DA de crédits de paiement. Le projet de loi de finances 2024



prévoit une croissance économique de 4,2 %. Il a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du prix du baril du pétrole de 60 dollars durant la période 2024-2026, et 70 dollars pour le prix estimatif du baril de pétrole brut. Les exportations de biens devraient s'élever à 49,8 milliards USD en 2024, tandis que les importations devraient augmen-

ter de 7,1 % par rapport aux prévisions de clôture de 2023 et atteindront 43,5 milliards USD. Ainsi, la balance commerciale enregistrera un excédent entre 2024 et 2026 pour atteindre 6,3 milliards USD en 2024, 2,9 milliards USD et 4,2 milliards USD en 2025 et 2026, est-il indiqué. Par ailleurs, le texte a prévu plusieurs mesures législatives visant

principalement à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, le soutien à l'investissement et la facilitation et la numérisation des procédures fiscales. Concernant les mesures prises pour soutenir l'investissement et l'économie nationale, le PLF 2024 a prévu la suppression de la Taxe sur l'activité professionnelle conformément aux instructions du prési-

dent de la République, Abdelmadjid Tebboune, outre des incitations fiscales proposées pour plusieurs activités. Le vote du PLF 2024 s'est déroulé en séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement.

M. S.

Plus de 80 % des habitants sont déplacés

Risque d'un «tsunami humanitaire» à Ghaza

Depuis le début de la guerre génocidaire entamée par l'entité sioniste contre l'enclave palestinienne, plus de 80 % des habitants de Ghaza ont été obligés de quitter leurs domiciles.

En effet, le nombre de personnes déplacées dans la bande de Ghaza a atteint près de 1,9 million, soit plus de 80 % de la population de l'enclave, a annoncé l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Ainsi, du 30 novembre au 2 décembre, au moins 60 000 habitants de l'enclave se sont réfugiés dans les abris de l'UNRWA dans les régions du centre et du sud de Ghaza. Près de 1,2 million de personnes déplacées sont enregistrées auprès de 156 agences de l'UNRWA dans la bande de Ghaza, dont environ 1 million dans le sud de Ghaza. En moyenne, chaque agence abrite environ 10 300 personnes, «plus de quatre fois sa capacité», poursuit la même source. Le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a mis en garde contre les risques d'un «tsunami humanitaire» à cause de l'agression sioniste dans la bande de Ghaza. Selon lui, avec l'arrivée de l'hiver, les habitants de l'enclave pourraient «être confrontés à une véritable catastrophe humanitaire». M. Lazzarini a également noté que les médecins de

Ghaza mettaient en garde contre une «augmentation significative des maladies» dans un contexte de «manque de nourriture, d'eau potable et de conditions insalubres croissantes». Dans ce sens, le ministre des Affaires étrangères palestinien a dénoncé lundi soir le génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza, ainsi que les massacres et les bombardements ciblant les hôpitaux de l'enclave par l'entité sioniste, rapporte l'agence palestinienne Wafa. Dans un communiqué publié lundi soir, le ministre palestinien a dénoncé «le ciblage des maisons, des installations et des civils palestiniens sans défense» par les bombardements de l'entité sioniste, ainsi que «les tentatives de déplacement des citoyens, les arrestations, les démolitions des maisons et la saisie des terres des Palestiniens». La même source ajoute que le ministère des Affaires étrangères palestinien «a mis en lumière l'escalade des crimes des milices et des colons sionistes armés dans les terres des Palestiniens en Cisjordanie occupée pour accélérer l'expansion des colonies sionistes». Par ailleurs, le même ministre a mis en garde «contre les risques de répercussions de la guerre d'occupation et de son agression totale contre notre peuple», soulignant que «les agressions militaires et sécuritaires prises par l'occupation sioniste ont

échoué, et conduisent à davantage de violences et d'agression contre le peuple palestinien». Enfin, le ministère palestinien a exigé «un effort politique et diplomatique international pour résoudre le conflit et faire face à ses conséquences de manière pacifique (...), loin du nettoyage ethnique et du déplacement forcé de populations palestiniennes».

L'ONU renouvelle son appel à un cessez-le-feu

Les Nations unies ont renouvelé leur appel à un cessez-le-feu à Ghaza, alors que l'agression de l'entité sioniste contre l'enclave palestinienne se poursuit. «La reprise des combats a conduit à un retour aux massacres de civils, car des personnes sont tuées avec leurs familles, dans leurs maisons alors qu'elles se réfugient, dorment ou mangent», a déclaré le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors d'une conférence de presse. Les Nations unies continuent, en outre, à appeler les forces sionistes à éviter toute action risquant d'aggraver une situation humanitaire déjà catastrophique à Ghaza, ainsi qu'à s'efforcer d'épargner de nouvelles souffrances aux civils. Les civils – dont les travailleurs de la santé, les journalistes et le personnel des Nations unies – et les infrastructures civiles doivent être

protégés à tout moment. Le Secrétaire général de l'ONU a réitéré son appel à un cessez-le-feu humanitaire durable à Ghaza, a ajouté Dujarric, soulignant que M. Guterres «est profondément préoccupé par la reprise des opérations terrestres sionistes et les frappes aériennes dans le sud de Ghaza». Concernant la situation en Cisjordanie occupée, Dujarric a déclaré : «Nous restons profondément préoccupés de la situation en Cisjordanie, en termes de renforcement des opérations sionistes et d'escalade de la violence des colons, qui a conduit à une augmentation du nombre de morts et d'arrestations».

38 Palestiniens arrêtés par les forces d'occupation sionistes en Cisjordanie

Au moins 38 Palestiniens, dont deux femmes, ont été arrêtés hier par les forces d'occupation sionistes dans différents gouvernorats de la Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne, Wafa. Selon Wafa, 13 Palestiniens ont été arrêtés à Beïtelem, 11 à El-Khail, quatre à Naplouse, cinq à Ramallah, trois à El-Qods occupée et deux à Jénine. Depuis le début des agressions sionistes contre la Cisjordanie occupée et la bande de Ghaza, plus de 3 500 cas d'arrestations ont été enregistrés. Meriem B.

Conférence africaine des start-up

LA QUESTION DU JOUR

Le Président Tebboune s'engage à mobiliser tous les moyens pour accompagner les start-up

n Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, outre d'avoir appelé à accorder la priorité au secteur des start-up dans le développement économique national, a également incité à promouvoir la créativité et l'innovation en Afrique pour accroître la productivité et la croissance économique, ce qui permettra de renforcer l'indépendance de la décision politique et économique. C'était, hier, à l'occasion de l'ouverture de la 2^e édition de la Conférence africaine des start-up qui s'est tenue au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal-Alger.

Par Lynda Naili

Dans son allocution à la Conférence africaine des start-ups (African Start-up Conference), lue en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, le Président Tebboune, tout en insistant sur le rôle important que jouent les start-up et les petites entreprises innovatrices dans le processus de relance économique lancé en Algérie depuis fin 2019, a clairement exprimé sa forte volonté politique à poursuivre la promotion et le développement des domaines de l'innovation et des start-up qui, dira-t-il, représentent un enjeu majeur dans l'ordre des priorités nationales tracées dans son ambitieux programme et visant l'accélération du rythme du développement économique. «L'Algérie a connu une avancée remarquable dans le domaine de la création de start-up et d'entreprises innovatrices, grâce notamment aux différents programmes d'aide et d'accompagnement, en plus de la création de nouvelles spécialités de formation dans ce domaine. Nous maintenons notre engagement pour mettre en place les moyens économiques et financiers nécessaires pour accompagner cette avancée très bénéfique pour l'économie nationale en relevant, notamment, de nombreux défis de développement», a-t-il affirmé. Après quoi, le Président Tebboune a salué les résultats réalisés ces dernières années par le secteur de

l'Economie de la connaissance et des Start-up en Algérie, notamment à travers la création d'un écosystème national catalyseur de l'initiative et de l'innovation, ayant abouti à la réalisation d'acquis qualitatifs en termes de création de start-up et permis à l'Algérie d'occuper la place de leader au niveau continental. Et d'estimer que cette dynamique qualitative devra connaître un rythme accéléré durant la prochaine période, avec les profondes réformes économiques engagées pour l'amélioration du climat d'investissement et des affaires. Ceci avant d'affirmer que l'Algérie compte sur sa jeunesse pour le lancement d'une dynamique qui touchera l'ensemble des aspects économiques.

Les start-up comme solution au chômage en Afrique

Par ailleurs, et au plan continental, le président a insisté sur le rôle des start-up en Afrique et leur capacité à relever les défis de développement du continent, dans un environnement économique concurrentiel les habilitant à ouvrir la voie aux initiatives et au renforcement de la coopération continentale dans le domaine de l'économie de la connaissance et de l'innovation.

Dans ce cadre, il a rappelé le défi important à relever concernant les taux élevés de chômage enregistrés en Afrique, qui comptent, pourtant, le taux le plus élevé



de jeunes au niveau mondial, appelant à promouvoir l'entrepreneuriat basé sur l'innovation, comme l'un des mécanismes les plus importants pour faire face à la problématique de l'emploi, d'où la nécessité pour les gouvernements africains, a-t-il dit, d'accorder l'intérêt total aux start-up qui ont prouvé leur capacité à hisser de nombreuses économies en Europe et en Asie à de hauts niveaux de performance économique, outre la création de richesses et des bases du développement durable. Organisé par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, sous le Haut patronage de la Présidence de la République, l'ouverture de cet événement continental a été

faite par le Premier ministre, Nadir Larbaoui. Cette rencontre internationale, qui se tient avec la participation de près de 200 experts internationaux et environ 50 ministres et décideurs africains dans le domaine des start-ups et de l'innovation sous thème «L'innovation pour le développement du continent africain», vise à donner plus de visibilité aux start-up africaines, tout en permettant à tous les décideurs africains de s'enquérir de tout ce qui se passe dans les autres pays du continent, d'échanger les expériences et signer des accords de coopération dans ce domaine.

L. N.

Pour un hiver chaud et sans danger au niveau des écoles Belabed annonce le lancement d'un système numérique de signalement de l'état du chauffage

Dans le but d'intervenir rapidement pour remédier aux dysfonctionnements des chauffages au niveau des établissements éducatifs, le ministère de l'Education nationale a annoncé la mise en service, depuis hier, d'un système numérique de notification et de signalement de l'état des appareils de chauffage.

Chaque année, le problème des chauffages au niveau des établissements scolaires est soulevé par les parents d'élèves, les élèves eux-mêmes, les enseignants ainsi que les directeurs, sans oublier les syndicats du secteur. Cette année, le ministère de l'Education nationale a décidé de mettre le paquet pour remédier à ce problème en multipliant les réunions et les mesures. En effet, outre les mesures prises pour assurer le chauffage dans tous les établissements éducatifs à travers le pays, garantir leur fonctionne-

ment permanent pendant la période hivernale et veiller à créer des conditions optimales pour la scolarité et l'enseignement, le ministère de l'Education nationale a annoncé la mise en service d'un système numérique de notification et de signalement de

l'état des appareils de chauffage dans les établissements éducatifs à partir du 5 décembre 2023, lit-on dans le communiqué du ministère. «Ce système signale instantanément toute interruption du chauffage, partielle ou totale, pour une intervention rapide et efficace afin de réparer les pannes et remédier aux dysfonctionnements pouvant survenir de temps à autre», précise la même source. Les directeurs des établissements éducatifs des trois paliers auront pour mission de signaler, en temps réel, les problèmes via ce système numérique, en utilisant leurs comptes

sur le système d'information du ministère et de définir la nature de la panne enregistrée dans les systèmes de chauffage via leurs comptes, afin de faciliter l'intervention des services concernés. Le même système numérique sera également utilisé pour informer les walis par e-mail, dès qu'une panne ou un dysfonctionnement est constaté dans n'importe quel établissement éducatif à travers la wilaya, conclut le communiqué. Il est à noter que le président de l'Association des parents élèves, Khaled Ahmed, a salué la décision du ministre concernant la mise en service de ce système numérique de notification de l'état du chauffage dans écoles. Khaled Ahmed a indiqué à un média national que «nous apprécions la récente décision du ministère ainsi que les décisions prises avant, mais ces efforts nécessitent une attention com-

plémentaire de la part des maires et des walis». Le président de l'Association des parents d'élèves a expliqué que des inspecteurs ont été dépêchés dans les écoles pour assurer le processus d'application des instructions du ministère, qui visent à éliminer le problème du manque de chauffage à l'intérieur de certaines écoles, devenu un problème majeur ces dernières années, notant que les élèves souffrent du froid extrême, notamment dans les zones montagneuses. Ahmed Khaled a confirmé que l'Association des parents d'élèves ne dispose pas encore de chiffres précis concernant les établissements qui souffrent du problème de chauffage, précisant que seul le ministère de l'Éducation nationale est autorisé à fournir les chiffres exacts à cet égard.

Thinhanne Khouchi

Cap sur Rafah

Suite de la page une

Plus il y a de Palestiniens qui auront traversé la frontière égyptienne, moins en effet il sera obligé d'en tuer. Sauf qu'il y a toujours loin de la coupe aux lèvres. Le gros des déplacés n'est pas encore à Rafah, mais plus au nord, dans Khan Younes et ses alentours. Dans cette optique, il va donner à plein son aviation, son arme de prédilection, en vérité la seule qu'il sache manier, son emploi n'exigeant aucun contact avec la résistance palestinienne, qui au sol non seulement fait jeu égal avec lui mais s'avère de force à le faire reculer. Ses unités répugnent à avancer lorsque la couverture aérienne n'est pas là pour leur dégager la voie. Cela est maintenant notoire. Le combattant palestinien a une cause pour le triomphe de laquelle il est prêt à mourir. Le soldat israélien a lui une vie personnelle pleine de douceurs qu'il tient à préserver. Sa mission : sortir coûte que coûte vivant du guépier dans lequel les circonstances l'ont jeté pour en reprendre le fil là où il a été coupé. Et si l'aviation ne suffit ni à l'élimination du Hamas ni à l'évacuation de Ghaza, alors il faut à Israël recourir à un plus grand moyen encore : détourner l'eau de la mer en quantité suffisante pour inonder les tunnels courant sous Ghaza. «Déluge de Ghaza» vs «Déluge d'al-Aksa» en somme. Sauf que là aussi les Américains ont des réserves, qui craignent la contamination des eaux souterraines, elles qui déjà manquent aux habitants de Ghaza. En principe ils ne sont pas non plus pour le transfert de population, mais s'il s'avère être le seul moyen d'éviter le génocide, pourquoi pas ? Il vaut toujours mieux une déportation qu'une tuerie s'étendant sur des mois et qui pour cela est de nature à faire perdre les élections. Si au moins il y avait un moyen radical de vider Ghaza de sa population tout en restant à bonne distance de ces dernières, on pourrait voir venir et corriger le tir chemin faisant. Mais sortir d'un génocide, ou pire encore y être encore au moment où arrive l'échéance fatale, c'est courir le risque majeur de voir Trump revenir à la Maison-Blanche, lequel déjà caracole à la tête des sondages. Or ce même Trump observe un silence inquiétant sur la guerre. La dernière fois où il en a parlé, c'était à ses débuts, et pour dire que le Hezbollah était «smart» et que le ministre israélien de la Défense par contre était un «jerk», un abruti. Voilà qui n'annonce rien de bon. Et Tsahal qui tourne comme une âme en peine dans Ghaza. **M. H.**

Le président russe :

«Nous apprécions le processus équilibré de la politique étrangère des dirigeants algériens»

■ Le président russe Vladimir Poutine a affirmé, lundi, que son pays appréciait le processus équilibré de la politique étrangère de l'Algérie, soulignant que la coopération bilatérale entre les deux pays se développait à bon rythme et que Moscou compte renforcer la coordination avec l'Algérie concernant les questions d'actualité sur les scènes internationale et régionale.



Par Hatem B.

Dans des déclarations rapportées par l'agence de presse russe «Novosti», lors de la cérémonie de remise des lettres de créance par de nouveaux ambassadeurs, dont l'ambassadeur d'Algérie à Moscou, le président Poutine a indiqué que «les relations humaines entre les deux pays continuent de s'élargir». «Nous apprécions, a-t-il dit, le processus équilibré de la poli-

tique étrangère des dirigeants algériens, d'autant que l'Algérie occupera un siège non permanent au Conseil de sécurité des

Nations unies pour la période 2024-2025». «Nous renforcerons, naturellement, la coordination avec nos partenaires algériens

concernant les questions d'actualité sur les scènes internationale et régionale», a-t-il ajouté.

Au volet économique, Poutine a indiqué que «la coopération commerciale et économique russo-algérienne se développait à bon rythme, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays ayant dépassé les deux mds USD».

Un nouvel ordre mondial multipolaire remplacera le système unipolaire, déclare Vladimir Poutine

Un ordre mondial multipolaire plus juste remplacera inévitablement l'ancien système unipolaire, a déclaré lundi le président russe Vladimir Poutine, lors d'une cérémonie au cours de laquelle il a rencontré 21 nouveaux ambassadeurs étrangers

et a reçu leurs lettres de créance.

«Le monde est en pleine turbulence et subit une transformation radicale. Toutefois, une tendance sous-jacente est le fait que l'ancien système unipolaire est en train d'être remplacé par un ordre mondial multipolaire plus juste», a déclaré le président russe. M. Poutine a qualifié cette transition de «processus objectif» qui est «irréversible».

Le président russe a également observé que la Russie continuerait de poursuivre une politique étrangère indépendante, et resterait ouverte à des partenariats constructifs avec tous les pays. «Notre pays n'a pas de préjugés (ni) d'intentions hostiles envers qui que ce soit», a-t-il dit, ajoutant que la Russie rejetait tout type de «confrontation de blocs», et toute décision contraire aux principes inscrits dans la Charte des Nations unies.

H. B.

Investissement agricole dans le Sud

Un couloir vert pour faciliter l'accès au foncier et aux autorisations de forage

Un couloir vert sera consacré aux personnes intéressées par l'investissement agricole dans les wilayas du Sud, notamment dans les filières stratégiques, en leur accordant des facilitations pour bénéficier du foncier, d'autorisations de forage de puits et de raccordement au réseau électrique.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a annoncé la création de ce couloir vert au niveau de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), lundi depuis Adrar, à l'occasion d'une rencontre nationale sur l'investissement agricole dans les wilayas du Sud, organisée par le ministère sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en présence de membres du gouvernement, de walis des wilayas du Sud, d'organisations patronales et d'associations professionnelles.

La création du couloir vert intervient dans le cadre d'une série de mesures prises par le gouvernement dans le cadre de sa démarche visant à réaliser la sécurité alimentaire du pays, la création de «mégapoles intégrées» dans les wilayas du Sud devant permettre de réaliser «un saut qualitatif» dans les domaines de la production et

de la transformation, selon le ministre qui a appelé les investisseurs à «adhérer massivement» à cette démarche. Le ministère de l'Energie et des Mines œuvre, de son côté, à accélérer l'électrification des exploitations agricoles et à assurer l'approvisionnement du marché national en urée et en engrais azotiques, par le biais du Groupe Sonatrach qui contribue au programme de développement agricole lancé par l'Etat, notamment dans le Sud, via sa filiale Agroalimentaire activité «AAA», spécialisée dans le secteur agroalimentaire, a affirmé le ministre du secteur, Mohamed Arkab, lors de son intervention à cette rencontre.

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis en avant, pour sa part, les efforts fournis par son département ministériel pour faciliter l'obtention des autorisations de forage, à travers la création d'un guichet unique au niveau des directions locales, tout en émettant des instructions à l'effet d'examiner les demandes de forage dans un délai de 30 jours.

La rencontre organisée sous le thème «L'agriculture au Sud, un atout majeur pour notre sécurité alimentaire», a permis de présenter la stratégie du secteur de l'Agriculture pour développer la production agricole

dans les wilayas du Sud, ainsi que les mesures prises pour la promotion de l'investissement agricole à travers la mise en valeur des terres dans ces wilayas, outre la présentation d'expériences réussies en matière d'investissement dans les cultures stratégiques par des investisseurs publics et privés.

S'agissant du troisième portefeuille foncier pour l'investissement agricole dans les wilayas du Sud, le ministère de l'Agriculture a fait état de 228 bénéficiaires, dont 95 ayant accepté les terres qui leur ont été octroyées. Dans le but de généraliser le financement des projets agricoles, une convention-cadre a été signée entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), et ce, en concrétisation des recommandations des Assises nationales de l'agriculture tenues le 28 février 2023, relatives au renforcement de la sécurité alimentaire, l'encouragement de l'investissement dans les grands projets agricoles au Sud et dans les Haut-Plateaux et au renforcement du partenariat.

Dans ce cadre, le président de l'ABEF, Lazhar Latreche, a qualifié la convention d'«étape importante qui concrétise les

décisions courageuses prises par le président de la République pour encourager l'investissement agricole dans les wilayas du Sud», ajoutant que la convention permettra de booster les financements dans le domaine agricole.

De son côté, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré, jusqu'au 15 novembre dernier, quelque 363 projets d'investissement dans différents domaines d'activité agricole, à l'instar de l'engraissement des veaux, de l'élevage du cheptel et l'aviculture. Ces projets représentent un montant d'investissement de 99 milliards de DA et devraient créer 5 700 emplois une fois entrés en exploitation, selon les explications du DG de l'AAPI, Omar Rekkache.

La délégation ministérielle s'est déplacée au terme de cette rencontre pour poser la 1re pierre du projet de raccordement des forages agricoles de la société algéro-turque «Dunaysir» au réseau d'électricité dans le périmètre agricole «Antilla 01», dans la commune de Tamekten (wilaya d'Adrar).

Lors de cette visite, M. Cherfa a affirmé soutenir ce type de projets qui réunissent les petits investisseurs, à travers l'approvisionnement en matières premières et l'accompagnement.

Amel N.

Assemblée populaire nationale Le bureau de l'APN examine le programme annuel de la Commission de la défense nationale

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a présidé, lundi, une réunion du bureau de l'Assemblée consacrée à l'examen du programme annuel des activités de la Commission de la défense nationale, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. La réunion a été consacrée à l'examen du programme annuel des activités de la Commission de la défense nationale, et ce, en parachèvement du travail accompli par le bureau dans le même cadre, lors de la réunion tenue samedi dernier, a ajouté la même source. L'ordre du jour de la réunion a également porté sur l'examen de demandes d'organisation de journées parlementaires ainsi que diverses questions administratives, a conclu le communiqué.

R. A.

Véhicules

La SAA et Opel Algérie signent un accord de partenariat

■ La Société algérienne des assurances (SAA) et la marque automobile «Opel Algérie» ont signé, lundi à Alger, un accord de partenariat visant à assurer des prestations modernes et à simplifier les démarches administratives au profit des clients. Cet accord a été cosigné par le président-directeur général (P-DG) de Société algérienne des assurances (SAA), Youcef Benmicia et le président-directeur général (P-DG) de la marque «Opel» en Algérie, Nassim Benguergoura.



Par Salima K.

La SAA propose sera en vertu de cet accord ses services d'assurance directement au niveau de tous les showrooms de la marque Opel en Algérie, tout en bénéficiant de remises sur la valeur des contrats.

L'accord permet également l'introduction de moyens

numériques «modernes et flexibles» en matière de prise en charge des assurés, en proposant des solutions d'assurance «innovantes» afin de simplifier l'opération de réception des offres et d'améliorer la qualité des services fournis aux clients, selon les explications fournies au cours de la cérémonie de signature.

En outre, l'accord permet d'effectuer des opérations d'évaluation et de réparation des dommages dans les ateliers d'Opel en Algérie, les prestations étant réglées par la SAA. Dans son allocution à cette occasion, M. Benmicia a expliqué que cet accord représentait la «naissance d'un partenariat exceptionnel, qui reflète la volonté des deux entreprises de proposer des ser-

vices modernes conformes aux normes internationales et susceptibles de faciliter la vie des citoyens».

Il a ajouté que les deux entreprises envisageaient également de participer à des campagnes de sensibilisation aux risques des accidents de la route.

Pour sa part, M. Benguergoura a souligné que cette convention visait à «simplifier les procédures pour les clients d'Opel, notamment en cas d'accident de la route. La SAA prend en charge le transport de la voiture du lieu de l'accident aux ateliers de réparation d'Opel Algérie et de la réparer en utilisant des pièces d'origine, par une équipe qualifiée agréée selon les normes internationales».

Il a également fait observer qu'en vertu de cette convention, les clients bénéficieraient de réductions sur les pièces de rechange allant de 5 à 10 %, dans les points de vente et les services après-vente d'Opel Algérie, dont le nombre devrait atteindre 37 d'ici la fin de l'année 2023, répartis sur l'ensemble du territoire national.

S. K.

Approvisionnement du marché Zitouni appelle à renforcer les capacités de production des minoteries

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a appelé, lundi à Alger, à renforcer les capacités de production des minoteries pour assurer la disponibilité de la semoule subventionnée et des pâtes alimentaires à l'approche du mois de ramadhan.

Président la Rencontre nationale des responsables des minoteries publiques et privées, au Palais des expositions d'Alger, le ministre a précisé que cette rencontre de concertation

avec les partenaires et les professionnels du secteur «vise à assurer la stabilité de l'approvisionnement du marché national en semoule subventionnée et en pâtes, pour couvrir les besoins nationaux, notamment à l'approche du mois de ramadhan», indique un communiqué du ministère.

Selon la même source, cette rencontre entre également dans le cadre de l'approche participative et consultative du ministère avec les différentes filières professionnelles pour identifier les

difficultés auxquelles les professionnels sont confrontés.

Après avoir écouté les préoccupations et les propositions des responsables des minoteries, M. Zitouni a insisté sur «l'impératif de coordonner les efforts en vue de garantir la disponibilité de la semoule subventionnée et des pâtes alimentaires et de s'adapter à l'augmentation de la consommation, notamment à l'approche du mois de ramadhan», note le communiqué.

La rencontre a été marquée par la présence du directeur

général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), Nasreddine Messaoudi, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, de cadres des ministères du Commerce et l'Agriculture, ainsi que de professionnels et acteurs concernés, conclut la même source.

Fatah S.

Industries électriques

Vers la création d'un réseau national de laboratoires de conformité de la qualité agréés

Le directeur général de l'organisme algérien d'accréditation (Algerec), Noureddine Boudissa, a annoncé, lundi à Mostaganem, la création prochaine d'un réseau national des laboratoires de conformité de la qualité agréés en industries électriques.

M. Boudissa a indiqué, lors d'une cérémonie d'accréditation d'un centre de contrôle de la qualité relevant du Groupe industriel «GISB Electric» de Mostaganem, que ce réseau national regroupera, dans une première étape, 4 laboratoires situés dans les wilayas de Boumerdès, Mostaganem, Constantine, et devra analyser et consulter tous les produits pour

définir leur conformité aux normes nationales et internationales.

Par ailleurs, Algerec a élaboré une législation technique qui détermine les modalités d'examen des produits, fabriqués localement ou importés, ainsi que les exigences techniques et juridiques d'accès aux marchés nationaux, ce qui contribuera à la régulation du marché et à la protection des consommateurs, a-t-on souligné.

Au sujet du centre de contrôle de la qualité et de la conformité électrique (E3C), M. Boudissa a affirmé que ce laboratoire est important car il se trouve à proximité d'un accès maritime, à savoir le port de Mostaganem,

ce qui permettra d'établir un système de réglementation pour examiner les produits importés avant de les autoriser à être commercialisés et par conséquent protéger l'économie nationale et le consommateur.

Pour sa part, le vice-président du groupement algérien des industries électriques, Mohamed Khalifa, a qualifié ce laboratoire d'«atout» pour la wilaya de Mostaganem et l'Ouest du pays, soulignant qu'il est unique en matière de tests et de mensurations aux niveaux national et africain.

Il a signalé que l'accréditation est intervenue après trois années de persévérance, de travail et d'investissement.

Ce laboratoire, détenteur de l'ISO 17025, peut réaliser des analyses en électricité, électronique et des tests d'efficacité énergétique d'appareils électroménagers, pour ce qui est de métallurgie et d'analyses physiques, chimiques et mécaniques, a affirmé le chargé de projet Abbès Wassim qui a indiqué que la prochaine mission du centre est d'obtenir l'accréditation d'inspection ISO 17020, d'élargir le projet qui a coûté 100 millions DA dinars et de passer de 11 postes d'emploi actuellement à 50 dans l'avenir, parallèlement au lancement du centre de formation dans plusieurs spécialités.

N. T.

Marchés La Bourse de Tokyo en baisse derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo reflua hier en matinée dans le sillage de Wall Street, où les indices ont repris leur souffle la veille après une forte croissance le mois dernier. L'indice vedette Nikkei de la capitale nipponne cédait 0,96 % à 32 912,84 points vers 00h40 GMT et l'indice élargi Topix perdait 0,29 % à 2 355,69 points. La Bourse de New York a clôturé dans le rouge lundi, gagnée par les prises de bénéfices après ses performances du mois de novembre et alors que les investisseurs à la recherche de nouveaux indices se tournaient déjà vers les chiffres mensuels de l'emploi américain, attendus vendredi. Le dollar continuait de baisser par rapport au yen, à raison d'un dollar pour 147,05 yens vers 00h45 GMT contre 147,21 yens lundi à 21h00 GMT. La monnaie japonaise progressait légèrement aussi face à l'euro, qui valait 159,47 yens contre 159,52 yens la veille. Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0844 dollar, contre 1,0836 dollar lundi. Le pétrole était en hausse : vers 00h30 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,27 % à 73,24 dollars. Agences

«Littérature des mémoires en Algérie»

Un genre littéraire qui mérite plus de valorisation

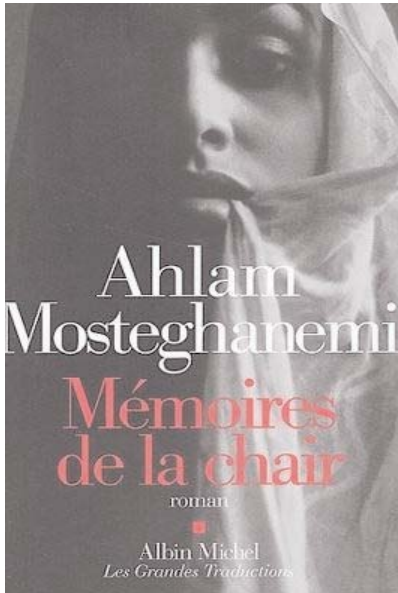
■ La littérature des mémoires en Algérie est au centre d'intérêt de plusieurs écrivains et romanciers depuis l'indépendance de notre pays. C'est pour cette raison que des chercheurs et des professeurs spécialisés en littérature et en langue arabe ont fait part, lundi à Batna, de la nécessité de donner davantage d'importance à ce genre littéraire.

Par Abia Selles

Les intervenants au cours d'un colloque national de deux jours, consacré à la «Littérature des mémoires en Algérie», organisé à l'auditorium de la Faculté de langue et littérature arabes et des arts de l'université Batna-1, ont souligné que ce genre littéraire «nécessite que soient mis en lumière ses porte-drapeau et ses pionniers et que soient dépeussés et réhabilités leurs écrits», car ils sont, selon eux, «partie intégrante de la mémoire collective de la société».

L'importance de ce genre littéraire réside, selon les mêmes intervenants, dans le fait qu'il «résume des expériences vécues et des témoignages sur différentes époques historiques», ce qui appelle à une profonde réflexion autour de ce genre littéraire qui gagnerait à être étudié et analysé.

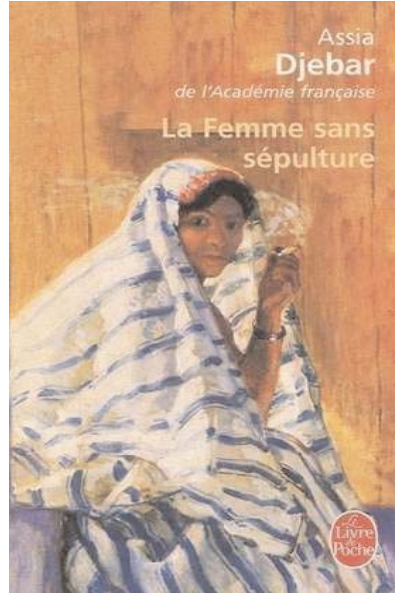
Selon la responsable du colloque, le D' Ouennassa Samadi, cette manifestation scientifique «vient présenter la



littérature des mémoires en Algérie et le rôle de ce genre littéraire dans l'enregistrement et la documentation de l'histoire

de l'Algérie et la présentation de ses pionniers les plus importants».

Selon elle, le colloque vise



également à identifier la relation entre les mémoires et les autres genres littéraires, ainsi qu'à souligner l'importance des

mémoires dans l'étude de la réalité algérienne à travers l'histoire.

Les participants à la rencontre, venus de nombreuses universités du pays, ont débattu, in situ et par visioconférence, de plusieurs axes, notamment «la problématique du genre littéraire des mémoires», «la mémoire et l'oubli dans la littérature mémorielle», «la Révolution algérienne dans la littérature des mémoires» et «l'écriture des mémoires au sein de l'Organisation des Oulémas musulmans algériens».

Parmi les conférences animées au premier jour de ce colloque, figurent «Littérature des mémoires francophones, l'exemple d'Assia Djebar» par le P' Malika Noui, «La pensée de la résistance culturelle dans les mémoires d'Othman Saadi» par le D' Achour Baroudi de l'université de Batna 1 et «Du récit de la reconnaissance de soi aux mémoires littéraires : une lecture du roman "Je suis devenue toi" d'Ahlam Mosteghanemi», par le D' Louisa Djebablia de l'université de Tébessa. **A. S.**

Clôture du Salon national de la photographie

Participations éminentes pour le tourisme culturel

Les photos du patrimoine exposées lors de la première édition du Salon national de la photographie, qui a pris fin lundi à Oran, ont constitué une mosaïque alliant l'authenticité et l'originalité du patrimoine de l'Algérie et les techniques de la photographie moderne.

Ainsi, 40 photographes participant à cette manifestation ont réussi à mettre en exergue le patrimoine culturel que recèle l'Algérie à travers l'exposition de

200 photos faisant sa promotion et celle du tourisme culturel à travers différentes wilayas du pays, faisant connaître la destination Algérie et contribuant à la consécration de la culture de la photographie abordant le patrimoine chez les jeunes amoureux de l'art visuel, selon les organisateurs.

Pour valoriser la photo patrimoniale, le photographe Djellouli Boumediene de Béchar, lauréat de plusieurs prix internationaux, a insisté sur la nécessité

d'organiser des sorties au profit des photographes, par les Directions de la culture et du tourisme, dans les zones touristiques afin de les promouvoir, de même que des expositions pour vendre des photos, en plus de les étaler au niveau des établissements hôteliers et des maisons de jeunes, de former de jeunes photographes dans le domaine, de photographier le patrimoine et d'élaborer des brochures pour présenter les photographes algériens.

Pour sa part, le photographe Abderrahim de Sétif, qui a animé une conférence et un atelier sur la photographie patrimoniale lors de ce salon, a estimé que ce dernier tenu sous le slogan «La photo mémoire du patrimoine» a eu un franc succès sur tous les plans, surtout s'agissant de la valeur des œuvres créatives exposées abordant des dimensions artistiques, culturelles et touristiques, tout en insistant sur la nécessité d'impliquer les spécialistes en histoire et du patri-

moine dans la sélection des meilleures œuvres en vue de leur valorisation.

Bendjerad Mohamed de Naâma a estimé que la photographie patrimoniale est devenue un sujet de l'heure dans le domaine de la promotion du patrimoine où la photographie est la langue du monde, soulignant que tout le monde se base sur l'art de la photographie dans la promotion du tourisme.

Il a aussi affirmé que le photographe peut présenter des œuvres splendides pour faire la promotion de la destination Algérie, soutenant que le pays recèle un riche patrimoine unique en son genre. Trois photographes, en l'occurrence, Yaakoub Abdelkrim d'Oran, Djellouli Boumediene de Béchar et Hashas Zineddine, faisant partie des personnes aux besoins spécifiques, ont présenté leurs expériences, un poème filmé sur la Palestine de la poétesse Benali Meriem a été projeté et 50 élèves du primaire ont visité ce salon où des modèles d'appareils de photographie et accessoires ont été exposés.

Ce salon, qui a drainé un large public, dont des familles, des artistes et des jeunes, est initié par la Maison de la culture et des arts «Zeddour-Brahim-Kacem» d'Oran. **M. K.**

Soutien aux projets culturels et artistiques

Ouverture des candidatures devant les associations

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé, lundi, l'ouverture des candidatures devant les associations culturelles et artistiques, en vue de bénéficier de l'appui aux projets culturels et artistiques au titre de l'exercice 2024, indique un communiqué du ministère.

«Dans le cadre de la politique d'appui public aux projets des associations culturelles et artistiques, le ministère de la Culture et des Arts annonce l'ouverture des candidatures en vue de bénéficier de l'appui aux projets culturels et artistiques au profit des associations, dans l'objectif

de promouvoir et consolider l'activité culturelle associative, et en application des dispositions de la loi 12-06 du 12 janvier 2012 relative aux associations», précise le communiqué.

Cet appui concerne, selon la même source, «les projets des associations culturelles et artistiques à caractère national ou local qui visent, à travers ces projets, à contribuer à mettre en valeur et à préserver le legs culturel matériel et immatériel, à organiser des activités culturelles et artistiques instructives et distinguées qui intéressent toutes les franges de la société,

à former les jeunes et les enfants dans différents arts (musique, théâtre, audiovisuel, dessin...), à porter un intérêt aux œuvres culturelles et artistiques destinées aux enfants, ainsi qu'à organiser des manifestations culturelles à travers les wilayas du pays et les régions isolées, en particulier».

Les associations culturelles et artistiques peuvent consulter les conditions et les procédures d'éligibilité au soutien, ainsi que le dossier administratif à fournir, télécharger le formulaire et d'autres fichiers sur le site électronique du ministère de la

Culture et des Arts.

Le dépôt des dossiers se fait «exclusivement» sur la plateforme numérique du soutien public aux associations culturelles sur le site électronique du ministère, ajoute la même source, précisant que «l'ouverture de la plateforme et la réception des projets sont fixées à 45 jours à compter du 14 décembre en cours», l'évaluation des travaux par la commission du soutien public aux projets des associations bénéficiant de l'aide devant se faire après étude de tous les dossiers. **M. K.**

M. K.

M. K.



Afrique du Sud

Le pays commémore les dix ans de la mort de Nelson Mandela

■ Son sourire s'affiche toujours en grand, peint sur plusieurs immeubles du centre de Johannesburg. L'Afrique du Sud marquait, hier, les dix ans de la mort de Nelson Mandela, entre nostalgie de son intégrité et déception de ce qui a suivi.

Par Rosa C.

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, ne s'est pas exprimé. Mais en fin de journée, la Pakistanaise Malala Yousafzai, prix Nobel 2014 pour son combat pour l'éducation, a été choisie pour prononcer le discours anniversaire dans un grand théâtre de Johannesburg.

L'anniversaire a un goût doux-amer pour l'Afrique du Sud. Avec d'un côté le souvenir de Madiba, celui qui leur a apporté la démocratie, l'ex-bagnard de Robben Island devenu le premier président noir du pays après avoir défait le régime raciste de l'apartheid, une star mondiale qui s'est éteinte à 95 ans le 5 décembre 2013.

Et de l'autre, en miroir, la situation actuelle du pays, toujours dirigé par son parti de l'ANC mais plombé par la corruption et les pannes d'électricité, et

devenu le plus inégalitaire au monde selon la Banque mondiale.

«On aime ce qu'il (Mandela) a fait, on apprécie la liberté qu'il nous a offerte. J'aimerais juste que son héritage puisse se prolonger», confie à l'AFP Prosper Nkosi, qui vit près de l'ancienne maison de Mandela à Soweto, l'immense township collé à Johannesburg, témoin et acteur de la lutte contre l'apartheid.

Mais «en dix ans, pas grand chose n'a changé ou ne s'est amélioré», ajoute-t-il.

Nelson Mandela est mort entouré des siens après un long crépuscule et des mois d'agonie, et d'angoisse pour les Sud-Africains et ses admirateurs du monde entier, au cours desquels son entourage se contentait de répéter que le vieux sage était dans un état «critique mais stable».

La Fondation Mandela a organisé ce mois-ci dans la capitale

économique sud-africaine une modeste exposition interactive intitulée «Mandela est mort», pour que les visiteurs puissent y laisser des messages, leurs critiques et espoirs, dix ans après.

Le visage de Madiba, son nom de clan, reste très présent : sur les billets de banque, sur de nombreuses peintures murales dans les villes et townships et plus officiellement par la présence de dizaines de statues. Dont celle, de plain-pied et de neuf mètres de haut, qui le représente les bras ouverts et trône devant le bâtiment où siège le gouvernement à Pretoria.

Des fleurs sont déposées au pied de la statue de Nelson Mandela devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Washington, le lundi 27 décembre 2021. Pour Njabulo Mngadi, un habitant de Johannesburg, l'«Afrique du Sud doit redécouvrir l'esprit



de Mandela pour mieux changer». «On devrait continuer son œuvre, car il y a toujours des choses qui ne vont pas en Afrique du Sud».

Verne Harris, président par intérim de la Fondation Mandela et qui a longtemps été l'archiviste de Madiba, reconnaît qu'une

«nostalgie profonde» reste palpable chez nombre de Sud-Africains. Mais il redoute qu'en «s'accrochant à ce symbole», le pays ne fasse du surplace : «Il est peut-être temps de le laisser partir, et de nous trouver de nouveaux modèles», estime-t-il.

R. C.

Indonésie

Au moins 22 morts dans l'éruption du volcan Marapi

L'éruption du volcan Marapi, dans l'Ouest de l'Indonésie, a fait au moins 22 morts, après la découverte de neuf nouveaux corps de randonneurs décédés, ont annoncé, hier soir, les secours qui recherchent encore une personne portée disparue.

Le volcan le plus actif de l'île de Sumatra est entré en éruption dimanche et a craché dans le ciel une tour de cendres de 3 000 mètres, plus haute que le volcan lui-même.

«Neuf des dix victimes disparues ont été retrouvées mortes cet après-midi et sont actuellement en cours d'évacuation. On recherche toujours une victime», a déclaré à l'AFP Abdul Malik, directeur des secours de la ville de Padang.

Plusieurs centaines de sauveteurs indonésiens étaient mobilisés hier pour les recherches qui se poursuivent dans des conditions difficiles en raison du mauvais temps et des cendres toujours rejetées par le volcan.

Les corps ont été transportés vers le bas de la montagne dans des sacs mortuaires, ont indiqué les secours.

D'autres randonneurs ont été retrouvés vivants et ramenés au cours d'opérations de sauvetage ardues.

Des images partagées par les services de secours montrent une équipe de six personnes vêtues de vestes orange et de casques de sécurité transportant un corps sur le flanc du volcan.

Lorsque cela est possible, les sauveteurs montent jusqu'au sommet du volcan et évacuent les victimes à l'aide de civières.

Mais des éruptions en cours et la mauvaise visibilité rendent les opérations périlleuses, a expliqué Hendri.

L'un des survivants a évoqué la panique ressentie au début de l'éruption. «Je zigzaguais, je suis descendu environ de 30 à 40 mètres jusqu'à un poste de randonnée», a raconté à l'AFP Ridho, 22 ans, depuis un hôpital voisin.

«L'éruption a fait beaucoup de bruit, j'ai regardé derrière puis je me suis immédiatement enfui, comme tout le monde. Certains ont sauté et sont tombés. Je me suis abrité derrière les rochers, il n'y avait pas d'arbres là-bas».

Ahmad Rifandi, chef du poste de surveillance du Marapi, a observé cinq éruptions entre minuit et 08h00 locales (01h00 GMT). «Le Marapi est toujours très actif. Nous ne pouvons pas voir la hauteur de la colonne (de cendres) car elle est recouverte par les nuages», a-t-il expliqué.

Les autorités ont indiqué que les randonneurs s'étaient enregistrés via un système de réservation en ligne, mais que d'autres pourraient avoir emprunté des itinéraires de montagne alternatifs.

Le chef de l'agence indonésienne de volcanologie, Hendra Gunawan, a semblé reprocher lundi aux randonneurs de s'être approchés trop près du cratère, affirmant que l'agence recommandait de s'abstenir de toute activité humaine dans cette zone, et averti de possibles «impacts graves» pour les victimes dans un rayon de 1 à 1,5 kilomètre du cratère.

Des proches attendaient tou-

jours des nouvelles au centre d'information au pied du volcan, où une mère s'est évanouie hier pendant l'attente.

Au total, 75 randonneurs ont été répertoriés par les autorités comme effectuant une randonnée sur les lieux depuis samedi, dont 49 initialement identifiés et certains souffrant de brûlures et de fractures. Les recherches doivent se poursuivre pendant sept jours au total ou jusqu'à ce que tous les randonneurs soient retrouvés, ont indiqué les secours.

Les morts ont été gravement brûlés et les médecins légistes se préparaient à les identifier à l'aide de leurs empreintes dentaires ou digitales, a déclaré Eka Purnamasari, un responsable de l'unité médicale de la police de Sumatra occidentale.

Le Marapi, dont le nom signifie «montage de feu» en langue locale, était au deuxième niveau d'alerte sur une échelle de quatre depuis 2011. Une zone d'exclusion de trois kilomètres avait été imposée autour de son cratère.

Les habitants des localités environnantes ont aussi été surpris par l'éruption. «Les villageois ont été choqués par un bruit de tonnerre, puis il y a eu une secousse et aussi un boum», a déclaré Adrizal, chef du village local de Nagari Lasi décrivant la population «traumatisée».

L'Indonésie est située sur la ceinture de feu du Pacifique, où la rencontre des plaques continentales provoque une importante activité volcanique et sismique. Le pays compte près de 130 volcans actifs.



Commentaire

Qatargate

Par Fouzia Mahmoudi

Le scandale du «Qatargate» a éclaté cela fait tout juste une année maintenant, mettant en lumière une profonde politique de corruption à Bruxelles, impliquant des députés européens de gauche de différents pays, mais essentiellement venant de Belgique. Ce 29 novembre, le parquet fédéral a annoncé qu'il ne demandait pas, à ce stade, de lever l'immunité parlementaire de Marie Arena, son nom est cité dans le cadre d'une opération de lutte contre la corruption menée par l'Office central pour la répression de la corruption, et impliquant des personnalités politiques européennes susceptibles d'avoir reçu de l'argent du Qatar. Le bureau d'une assistante parlementaire de Marie Arena ayant travaillé pour l'ONG Fight Impunity est mis sous scellé. Son nom est à nouveau cité dans un mandat d'arrêt émis le 10 février 2023 dans le cadre du scandale de corruption par le Qatar au Parlement européen et selon lequel elle ferait partie d'un quatuor comprenant également Marc Tarabella, Alessandra Moretti et Andrea Cozzolino. Fin août 2023, il est révélé que les enquêteurs auraient retrouvé 280 000 euros en liquide dans l'appartement de son fils, Ugo Lemaire, dont l'appartement était attaché à celui de Marie Arena. Suite à cette décision, les avocats de cette dernière ont réagi dans un communiqué ce lundi. «Le fait de ne pas demander la levée de son immunité implique qu'aujourd'hui, après plus d'un an d'enquête, le parquet fédéral n'envisage pas de poursuivre Marie Arena devant un tribunal», estime Michèle Hirsch et Morgan Bonneure, les conseils de l'eurodéputé. Ses avocats informent du fait que Marie Arena n'a, jusqu'ici, pas été convoquée par les juges d'instruction successifs et que la perquisition effectuée à son domicile en juillet dernier «n'a donné lieu à aucune suite dont la principale intéressée serait au courant». A travers ce communiqué, sont également dénoncés les articles de presse qui l'accuseraient ou insinueraient une éventuelle implication dans le Qatargate. Le communiqué avance que «toutes les accusations et insinuations dont Marie Arena a fait l'objet sont infondées et inexactes». Les avocats de Marie Arena font également état d'une éventuelle audition à venir qui serait attendue par leur cliente. C'est après cette audition que la députée européenne annonce, par le biais de ses avocats, qu'elle donnera publiquement son point de vue. Pour le Qatar, accusé déjà d'avoir payé sa nomination pour l'organisation de la Coupe du monde de 2022, ce nouveau scandale n'aide pas à améliorer son image de dictature pétrolière aux méthodes plus que discutables. Pour les eurodéputés impliqués, dont beaucoup tiennent des discours ampoulés au Parlement pour dénoncer la corruption et les grandes fortunes, c'est une véritable humiliation de se voir publiquement impliqués dans cette affaire qui dévoile leur cupidité et surtout leur hypocrisie malade.

F. M.



Burundi-Algérie 0-1 Les «Vertes» retrouvent le gotha continental

La sélection algérienne féminine (A) de football, forte de son large succès décroché en match aller (5-1), signe son retour à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024 pour la première fois depuis 2018, en infligeant au Burundi une seconde défaite (1-0), lundi soir au stade olympique du 5-Juillet, pour le compte du 2^e et dernier tour (retour).

Comme il fallait s'y attendre, les «Vertes» ont entamé la partie avec des intentions offensives, en assiégeant le camp adverse, ce qui leur a permis de s'offrir la première action dangereuse, sur un tir de Marine Alfredo Dafeur qui a touché la transversale (4^e).

De leur côté, les Burundaises ont mis en place un bloc haut dans l'objectif d'annihiler les tentatives algériennes, ces dernières n'ont pas trouvé de difficultés tout de même à développer leur jeu en faisant circuler la balle aisément. Le pressing algérien a fini par payer.

La buteuse maison Ines Bentaleb, auteur d'un triplé jeudi lors de la première manche, a conclu une belle action collective (17^e), suite à un mauvais dégagement de la défense adverse. Au moment où tout le monde croyait que les Algériennes allaient dérouter, le Burundi a résisté derrière, en terminant la première avec un retard d'un seul but.

A noter la blessure de la milieu de terrain Amira Ould Braham, remplacée à la 25^e minute par la sociétaire du FC Nantes (France) Syla Kouli.

Les «Vertes» baissent le rythme mais assurent

En seconde période, les Algériennes, contrairement à la première manche, ont péché par un manque de lucidité devant les buts, ce qui a donné l'espoir au Burundi de croire en ses chances de refaire son retard. Les joueuses de sélectionneur Alain Olivier Niyunkeko se sont procurées leur seule et unique action du match, grâce à Sandrine Niyonkuru, dont le tir en surface de réparation a été intercepté par Chloé Yamina N'gazi (60^e).

Le rythme a nettement baissé en cette deuxième période côté algérien. Les joueuses ont géré leur petit avantage jusqu'au sifflet final de l'arbitre malgache, Rosa Hanjavola. Avec ce succès, l'Algérie valide officiellement son billet pour la 15^e édition de la CAN féminine. Les «Vertes» mettent ainsi fin à six années de disette, puisque leur dernière participation remonte à l'édition 2018 disputée au Ghana, marquée par une élimination dès le premier tour de la compétition.

Championnat belge (16^e J)

Amoura revient à deux longueurs du meilleur buteur de la «Pro League»

L'attaquant international algérien de la Royale Union Saint-Gilloise, Mohamed Amine Amoura, a marqué son 9^e but en championnat belge de football, lors du succès décroché dimanche soir à domicile face au Cercle Bruges (2-1), pour le compte de la 16^e journée. Titularisé par l'entraîneur allemand Alexander Blessin, Amoura a ouvert le score à la 27^e minute de jeu avant que le Suédois Gustaf Nilsson ne fasse le break quelques minutes plus tard (31^e). Les visiteurs ont réduit le score par le Togolais Ahoueke

Steeve Kevin Denkey (33^e).

L'ancien joueur de l'ES Sétif a cédé sa place à la 73^e minute, non sans exprimer sa frustration par la décision de son coach devant les caméras.

Avec cette nouvelle réalisation, le joueur algérien rejoint le Danois Anders Dreyer (Anderlecht) à la 4^e place au classement des buteurs de la «Pro League» avec 9 buts chacun, et revient à deux longueurs du meilleur goleador, l'attaquant mauritanien de Saint-Trond, Aboubakary Koïta (11 buts).

CAF Awards 2023/But de l'année

Le but de Bousseliou (USMA) face à l'AS FAR nominé

Le but de l'attaquant de l'USM Alger, Khaled Bousseliou, inscrit en quarts de finale (retour) de la Coupe de la Confédération africaine de football, le 30 avril dernier en déplacement face à l'AS FAR (3-2), est nominé pour le but de l'année dans le cadre des trophées des CAF Awards, selon la liste dévoilée lundi par la Confédération africaine (CAF). «La liste comprend 12 buts incroyables inscrits dans diverses compétitions de la CAF au cours de l'année. Les fans de football décideront du gagnant par vote. Le scrutin s'ouvre aujourd'hui via le site de la CAF et se clôture le 8 décembre 2023», précise l'instance continentale dans un communiqué publié sur son site officiel. Transféré du CR Belouizdad à l'USM Alger en 2022, Bousseliou (26 ans) s'est illustré en terminant meilleur buteur de

son équipe dans cette compétition africaine avec quatre buts, contribuant au trophée remporté par le club algérois pour la première fois de son histoire. «Un panel d'experts a sélectionné 12 buts étonnants issus des différentes compétitions de la CAF pour être votés par le public sportif.

Le vote du public représente 70 % du processus, ce qui rend le prix spécial par rapport aux autres catégories. Les 30 % restants sont décidés par les experts techniques de la CAF», explique la même source. Et d'enchaîner : «Le gagnant sera dévoilé lors du Gala des Prix de la CAF, le lundi 11 décembre 2023, au Palais des Congrès à Marrakech». Le 17 novembre, la CAF a dévoilé les finalistes des autres catégories masculines des CAF Awards 2023.

Mohamed Djouadj, président de la Fédération algérienne de viet vo dao au «Jour d'Algérie»

«Fier de cette deuxième place aux Championnats du monde»

Le président de la Fédération algérienne de viet vo dao, Mohamed Djouadj, nous fait part dans cet entretien de son sentiment après avoir décroché la deuxième place lors des Championnats du monde de la discipline organisés récemment au Vietnam, ajoutant qu'il faudra maintenant se concentrer sur les Championnats d'Afrique qui se dérouleront au Sénégal au mois d'août prochain.



Djouadj heureux après des résultats très honorables

Entretien réalisé par Mahfoud M.

Le Jour d'Algérie : Quel est votre sentiment après avoir décroché la deuxième place aux derniers Championnats du monde disputés à Ho Chi Minh, au Vietnam ?

M. Djouadj : Nous sommes très fiers de cette performance, surtout que cela n'a pas été facile pour nous. Nous avons beaucoup souffert du climat chaud et humide au début. Nous ne nous sommes adaptés qu'au troisième jour, ce qui explique le fait de ne pas avoir décroché de nombreuses médailles à l'entame des Championnats. Il a fallu que je convoque une réunion avec les athlètes pour que les choses se débloquent. Je les ai quelque peu déstressés et leur ai demandé de bien se concentrer sur ce qui nous attendait. Le résultat a été immédiat. Les athlètes se sont bien repris et nous avons terminé en force.

Vous avez fait mieux que votre dernière participation à ces Championnats du monde. Effectivement, nous avons

décroché une deuxième place, alors qu'en 2019 nous étions quatrièmes. Il faut dire que c'était le début du Covid à cette époque et nous avons trouvé de nombreuses difficultés. Lors de cette édition, nous avons décroché 9 médailles d'or, 7 d'argent et six de bronze, derrière le pays hôte, le Vietnam, qui a eu 18 médailles d'or et 7 médailles d'argent, alors qu'à la troisième place, il y a le Cambodge avec 6 médailles d'or et 5 d'argent. Certes, c'est une bonne performance, mais j'avoue que je suis quelque peu déçu du fait que nous n'étions pas assez bons en combats, contrairement aux autres spécialités techniques. Le Vietnam a raflé la mise dans la première spécialité parce qu'ils ont travaillé dur et ont été en préparation deux ans durant, s'entraînant à raison de cinq jours par semaine.

Avez-vous eu de belles surprises durant cette édition ?

Effectivement, il y avait des athlètes qui étaient à leur première participation à ce genre de compétition, mais cela ne les a pas empêchés de prendre des médailles lors de cette édition. C'est le cas de Kambouzi Ilham qui a été une belle surprise, vu qu'elle a remporté une médaille d'or alors que personne ne s'attendait vraiment à une telle performance, car c'était sa première participation à ce genre de compétition relevée. Il y a aussi mes deux fils, Djailil et Mohamed Abdelfattah, qui ont aussi décroché des médailles d'or, alors qu'ils n'avaient pas une grande expérience à ce niveau. A ce propos, je souhaite apporter une précision : je voudrais dire à certains de mes détracteurs que je n'ai pas pris mes deux fils pour leurs beaux yeux, mais parce que ce sont des athlètes de haut

niveau qui ont déjà décroché des titres nationaux et mêmes continentaux.

Quels seront vos prochains défis et pensez-vous avoir les moyens pour les atteindre ?

Nos prochains défis seront les Championnats d'Afrique en août 2024 au Sénégal, où nous devons défendre notre titre acquis lors de la précédente édition et aussi les Championnats arabes. J'espère également préparer les prochains Championnats du monde dès maintenant, car la compétition devient de plus en plus dure et il faut s'accorder le temps nécessaire pour être prêts. Pour ce qui est des moyens, ils sont insuffisants. Figurez-vous qu'on nous accorde 400 millions seulement pour préparer ce genre de compétition relevée, et j'avoue que nous nous en sortons surtout grâce aux rentrées d'argent de la fédération, provenant des abonnements des adhérents et autres activités de l'institution, sinon nous ne pourrions pas tenir ainsi.

En marge de ces Championnats du monde, vous avez été désigné secrétaire général de la Fédération internationale de viet vo dao, c'est une autre fierté pour vous et l'Algérie...

Effectivement, je suis déjà président de la Confédération africaine de viet vo dao et président de la Fédération arabe et maintenant je suis investi d'une autre mission à la Fédération internationale. C'est une autre responsabilité pour moi que je tâcherai de bien accomplir. Ce ne sera pas facile, mais je ferai tout pour être à la hauteur de cette confiance.

M. M.

Plus de 90 exposants attendus au 7^e Salon national «Agro Souf»

PLUS de 90 exposants sont attendus pour participer à la 7^e édition du Salon national de l'agriculture saharienne «Agro Souf» prévue du 18 au 21 décembre courant à El-Oued, a-t-on appris, hier des organisateurs. Cet événement économique verra la participation des opérateurs économiques nationaux publics et privés qui ont joué un rôle pivot dans le développement de l'agriculture saharienne en termes d'amélioration du rendement de la production végétale et animale, a indiqué à l'APS le directeur général de l'entreprise organisatrice du salon «El-Fahd Expo», Fayçal Houamdi. Des organismes administratifs, banques et compagnies d'assurances, prendront part, eux aussi, à cette nouvelle édition pour faire connaître les facilités accordées par l'Etat aux agriculteurs en matière d'accès aux crédits bancaires et d'assurance agricole, a-t-il fait savoir. La 7^e édition du salon sera maquée également par la participation, pour la première fois, de plusieurs bureaux d'études agri-

coles ainsi que des opérateurs étrangers (Tunisie, Italie, France) versés dans le domaine de la production de semences, fertilisants, pesticides et médicaments à usage vétérinaire, a ajouté M. Houamdi. Le programme du salon prévoit, en outre, l'organisation en coordination avec l'Ecole supérieure d'agronomie de l'Université «Chahid Hamma- Lakhdar» à El-Oued, d'une rencontre sur les cultures stratégiques, selon l'interlocuteur. Initié par l'entreprise «El-Fahd Expo» avec le concours de la Direction des services agricoles et la Chambre d'agriculture de la wilaya d'El-Oued, le Salon national de l'agriculture saharienne a pour objectif de mettre en avant les potentialités que recèle la région et les mécanismes d'accompagnement des porteurs de projets désireux d'investir dans l'agriculture saharienne, en application des directives des pouvoirs publics visant à atteindre l'autosuffisance et diminuer la facture d'importation, ont souligné les organisateurs.

Slim O.

France

L'avion hybride-électrique EcoPulse effectue son premier vol

L'ECOPULSE, un démonstrateur d'avion à propulsion hybride-électrique distribuée, destiné à tester cette technologie susceptible de contribuer à la réduction de l'empreinte carbone de l'aviation, a effectué son premier vol, ont annoncé, hier, Airbus, Safran et Daher. L'appareil a décollé de l'aéroport de Tarbes (France) le 29 novembre pour un vol d'une heure quarante, selon un communiqué conjoint.

«Pendant le vol, l'équipage a activé les propulseurs électriques et vérifié le bon fonctionnement de l'ordinateur de commandes de vol, de la batterie haute tension, de la propulsion électrique distribuée et du turbogénérateur électrique hybride du démonstrateur», détaillent les partenaires du projet. Présenté lors du Salon du Bourget en 2019, EcoPulse est dérivé du monomoteur TBM produit par

Daher. Outre son moteur central thermique, il est équipé de six moteurs électriques répartis le long des ailes fournis par Safran dont l'énergie provient d'une batterie conçue par Airbus. Le projet bénéficie du soutien de l'autorité française de l'aviation civile (DGAC) ainsi que du Conseil pour la recherche aéronautique civile (Corac). L'ajout d'une propulsion électrique pendant certaines phases de vol permet de limiter l'utilisation du moteur thermique et donc de réduire les émissions de CO2, tout en diminuant l'empreinte acoustique de l'avion. Une des difficultés tient à la densité énergétique des batteries. La batterie lithium-ion développée pour l'EcoPulse est un parallélépipède de long de 2,3 mètres, large de 75 cm et haut de 20 cm pour 350 kilogrammes fixé sous le fuselage.

Kamel L.

Equitation/Du 7 au 9 décembre à Oran

Concours de saut d'obstacles une et deux étoiles

UN CONCOURS national de saut d'obstacles une et deux étoiles aura lieu du 7 au 9 décembre au centre hippique «Etrier Oranais» d'Es Senia (Oran), a-t-on appris, hier, auprès des organisateurs.

Cette manifestation hippique de trois jours, organisée par le club hippique Etrier Oranais en collaboration avec la FEA, devrait regrouper plus de 200 cavaliers et cavalières d'une vingtaine de clubs du pays

dans les catégories cadets, juniors et seniors de 1^e et 2^e degrés, précisent les organisateurs. Le programme de cette compétition comprend 14 épreuves pour les différentes catégories, dont le grand prix de une et deux étoiles pour les seniors de 1^e et 2^e degrés sur des obstacles de 1,25 mètre et 1,30 mètre et les grands prix cadets sur des obstacles 1,15 et juniors de 1,20 mètre.

Ce rendez-vous sportif

Raids israéliens sur Gaza: Les bombardements n'épargnent personne



Djalou@hotmail.com

AAPI

Examen de 124 projets d'investissement étrangers en Algérie

■ L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a examiné 124 demandes étrangères d'investissement en Algérie «prêtes à être mises en œuvre», dont des projets émanant de plusieurs grandes entreprises et multinationales, a indiqué, hier à Alger, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache.

Par Safy T.

Dans une déclaration de presse en marge d'un Forum d'affaires algéro-suédois, le directeur général de l'AAPI a fait savoir que ces projets vont pouvoir être enregistrés auprès de l'Agence et mis en œuvre dès la publication des textes d'application de la

loi sur le foncier économique. «Pour que ces demandes soient mises en œuvre, nous sommes engagés à fournir l'ensemble des conditions nécessaires, d'autant que nous allons prochainement lancer la plateforme numérique devant enregistrer les demandes de foncier économique», a-t-il assuré. Dans ce cadre, le même responsable a annoncé que cette plateforme numérique sera lancée avant la fin du premier trimestre 2024. M. Rekkache a également fait savoir que 90 autres projets étrangers, en tant qu'investissement direct (IDE) ou avec un partenaire local, ont été enregistrés auprès de l'Agence et dont l'investissement est en cours de réalisation. Par ailleurs, M. Rekkache a estimé que les partenaires suédois à travers leurs investissements peuvent contribuer au développement du transfert de technologie, de l'économie de la connaissance et l'innovation. De plus, a-t-il dit, la Suède a une expérience

importante en ce qui concerne le développement durable, la protection de l'environnement et la numérisation. Présent à cette rencontre, l'ambassadeur de Suède en Algérie, Bjorn Haggmark, a indiqué que les entreprises de son pays sont intéressées par plusieurs secteurs d'investissement en Algérie, citant les secteurs de l'Energie, des Transports, des Télécommunications, de la digitalisation et du secteur minier. Selon le diplomate, la Suède et l'Algérie rencontrent des défis similaires pour trouver des solutions durables face aux effets du changement climatique et «avancer rapidement vers la réduction des émissions à effet de serre», soulignant l'expertise de son pays dans ce secteur. A noter qu'une dizaine d'opérateurs suédois étaient présents à cette rencontre au cours de laquelle des rencontres B2B ont été organisées avec des opérateurs nationaux.

R.S.

S. T.